

Le Gouvernement vénézuélien et l'opposition reprennent le dialogue au Mexique



Mexico, 3 septembre (RHC) Le gouvernement du Venezuela et l'opposition représentée dans la Plateforme Unitaire reprennent ce 3 septembre à Mexico le dialogue entamé le mois dernier dans cette capitale, comme prévu lors de la première rencontre.

Comme à ce moment-là, le dialogue sera à huis-clos et il n'y aura aucun accès à la presse, conformément aux règles du jeu établi dans lesquelles les parties ont indiqué qu'elles éviteraient des déclarations, ni interviews, ni fuites, mais uniquement un communiqué approuvé par les négociateurs.

Le ministère mexicain des Affaires Étrangères, hôte mais non partie au dialogue comme l'est la Norvège, son médiateur, a indiqué que les parties pourraient publier un communiqué à l'issue des pourparlers comme lors du cycle précédent, mais que cela dépendra de ce qu'elles décideront dans ce nouveau cycle.

Les Pays-Bas, la Russie, la Bolivie et la Turquie seront présents en tant que nations garantes. Jorge Rodriguez, président du Congrès vénézuélien, est le chef de l'équipe de négociation du président Nicolás Maduro et Gerardo Blyde de la Plateforme unitaire.

La veille, le gouvernement vénézuélien avait annoncé que les exigences d'ordre économique et social font partie de son programme de dialogue avec l'opposition au Mexique.

"Nous y arriverons avec quelques propositions bien définies, surtout centrées sur les aspects économiques et sociaux, et sur l'attention au peuple vénézuélien", a indiqué mercredi le président de l'Assemblée Nationale (AN) du Venezuela, Jorge Rodriguez.

Dans ce cadre, il a souligné l'importance de la libération des fonds bloqués à l'étranger pour pouvoir pourvoir aux besoins de la population.

Rodriguez, qui dirige la commission gouvernementale chargée du dialogue, a insisté sur le fait que les problèmes internes doivent être résolus par les Vénézuéliens eux-mêmes et il s'est attaqué au secteur de l'opposition en s'adressant aux autorités américaines et en ouvrant la voie à leur ingérence dans les affaires nationales du pays sud-américain.

"L'une des choses qui lui a fait beaucoup de mal, y compris au développement interne de la politique de l'opposition vénézuélienne, a été d'être à la merci et de demander constamment l'autorisation à des fonctionnaires et au gouvernement des Etats-Unis", a-t-il affirmé.

Le Gouvernement bolivarien et la Plate-forme unitaire ont relancé le processus de négociation qu'ils ont mis en place en août, dont la première phase s'est achevée par le consensus d'un mémorandum d'entente garantissant la paix. Ce vendredi 3 septembre s'installe à Mexico la première délibération entre les représentants des deux parties.

Ces pourparlers visent la levée des sanctions illégales contre l'économie vénézuélienne, la reconnaissance des autorités légitimes et constitutionnelles, et la cessation des actes de violence et de conspiration de la part de la droite, selon les autorités de Caracas.

Auparavant, le chef de l'Etat vénézuélien, Nicolas Maduro, avait réaffirmé la volonté de son gouvernement de prendre part au processus de dialogue avec l'opposition de manière "autonome et indépendante" au Mexique, affirmant que le dialogue est la meilleure voie pour récupérer la patrie unie et parvenir à la réconciliation des secteurs du pays bolivarien.

D'autre part, le Président du Venezuela, a demandé à l'opposition de trouver un moyen pour que les gouvernements étrangers lèvent les sanctions imposées à son pays

"Combien de mal ils nous ont fait pendant l'ère (Donald) Trump à la demande d'Henry Ramos Allup, de Juan Guaidó, de d'Henrique Capriles, de Julio Borges. Ceux-ci ont demandé les sanctions, ils ont demandé l'intervention militaire à ne pas oublier, nous ne l'oublions pas, Maintenant que vous voulez participer aux élections, vous êtes les coupables des sanctions, alors maintenant vous devez chercher le moyen de lever les sanctions", a déclaré Maduro lors d'un discours transmis par la chaîne Venezolana de Televisión.

S'adressant aux opposants, qui ont décidé de participer aux élections régionales et municipales du 21 novembre, le président vénézuélien a réaffirmé qu'en inscrivant les candidatures, les opposants reconnaissent le Conseil national électoral (CNE) et l'Assemblée nationale (parlement monocaméral, à majorité officielle).

Mardi, les principales formations opposées au gouvernement de Maduro ont annoncé qu'elles présenteraient des candidats aux élections des maires et des gouverneurs de novembre.

Le bloc principal de l'opposition, regroupé dans la Plate-forme unitaire, a annoncé qu'il participerait aux élections régionales du 21 novembre prochain.

La plate-forme unitaire, qui comprend, entre autres, Un Nouveau Temps, Un Premier Temps, Justice, Action Démocratique, Copei, Volonté Populaire, Convergence et Mouvement Progressiste, a engagé sa participation à la demande des bases du parti.

Cette annonce intervient à un moment où le Gouvernement bolivarien et la Plateforme unitaire participent au Mexique à un processus de négociation, dont la première phase s'est conclue par un consensus sur un mémorandum d'accord garantissant la paix.

Ces pourparlers visent la levée des sanctions illégales contre l'économie vénézuélienne, la reconnaissance des autorités légitimes et constitutionnelles, et la cessation des actes de violence et de conspiration de la part de la droite, selon les autorités de Caracas.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/268990-le-gouvernement-venezuelien-et-lopposition-reprennent-le-dialogue-au-mexique>



Radio Habana Cuba